

L'Achat des peuples

Al-Jumhuriya, 15 janvier 1957.

L'acheteur, bien entendu, est les États-Unis d'Amérique, et les peuples que l'on pousse à se vendre, et avec lesquels l'acheteur négocie le prix qu'ils pourraient demander, sont les peuples du Moyen-Orient. Cette vente ne sera pas libre ; elle sera plutôt entourée de beaucoup d'incitation, et de beaucoup d'intimidation également. Car l'État acheteur est le plus riche et le plus puissant des États démocratiques de l'Occident, sa richesse est incalculable, sa puissance est irrésistible et insupportable. Et les peuples susceptibles de se vendre sont pauvres et faibles comparés à tous les États de l'Occident, sans parler de cet État aussi riche que la richesse peut l'être, aussi puissant que la puissance peut l'être.

Voilà le résumé précis de la proposition que le Président des États-Unis soumet au Congrès américain, réuni ou dispersé, demandant davantage d'argent afin de pouvoir négocier avec les peuples du Moyen-Orient leur indépendance et leur liberté, ou si l'on veut, leur vie même ; car les peuples qui perdent leur indépendance et leur liberté perdent, en vérité, leur vie véritable, dans le sens le plus exact, le plus profond et le plus large de ce mot.

Et le Président américain ne demande pas seulement davantage d'argent ; il demande aussi l'autorisation d'utiliser la force s'il en a besoin, car il semble que l'incitation doive s'accompagner d'intimidation ; et il semble aussi que l'argent ne doive pas être dépensé en vain pour l'aide au Moyen-Orient, mais que cet argent doive rapporter quelque profit à celui qui le dépense ; car dépenser de l'argent en vain est excès, folie et gaspillage, et les gaspilleurs sont les frères des démons, et il ne convient pas à un État chrétien croyant d'avoir fraternité ou alliance avec les démons.

Et ainsi l'humanité verra, pour la première fois de son histoire — si le Président américain obtient de son Congrès ce qu'il veut — un art nouveau parmi les arts du colonialisme. Que ce soit le troisième de ses arts, maintenant que le premier a disparu sans retour, et que le second est sur le point de disparaître sans retour lui aussi.

Car l'histoire ancienne a connu un type de colonialisme dont il restait encore quelque vestige au début de cette époque moderne : qu'un

État puissant s'attaque à un peuple faible, l'écrasant entièrement et l'anéantissant entièrement, tuant ceux de ses hommes et de ses femmes capables de porter les armes jusqu'à les exterminer jusqu'au dernier, réduisant en esclavage les jeunes et les faibles, s'accaparant la terre et la richesse à l'exclusion de leurs propriétaires légitimes, et établissant à leur place un État civilisé et puissant jouissant de l'abondance et de la prospérité.

Ainsi firent les Grecs lorsqu'ils colonisèrent certaines terres en Asie Mineure et en Italie, et les Européens firent quelque chose de semblable aux premiers temps de leur colonialisme. Puis la civilisation progressa, la science fit ses découvertes, la raison s'éleva, les cœurs s'adoucirent, et les mœurs s'anoblirent ; et l'histoire connut alors un second type de colonialisme : qu'un État riche et puissant s'attaque à un peuple pauvre et faible, sans l'écraser, ni l'anéantir, ni l'exterminer, mais en lui imposant sa domination par la seule force, et en le soumettant par sa puissance et sa force à devenir un esclave obéissant, employé à sa guise, s'accaparant à son exclusion toute l'abondance et la richesse que ce peuple possède, tout en prétendant néanmoins ne pas vouloir l'asservir ni l'exploiter, mais vouloir plutôt le libérer, le civiliser et lui ouvrir la voie du progrès. Et c'est là un art nouveau du colonialisme que les États-Unis d'Amérique inventent en ces jours, un art qui procède avec la plus grande facilité ; car les peuples du Moyen-Orient aiment l'indépendance et veulent s'y accrocher et y tenir jalousement, et ils aspirent au progrès et veulent en atteindre le maximum qu'ils peuvent ; que les États-Unis d'Amérique leur offrent donc la protection de leur indépendance, de peur que les communistes ne les saisissent, et qu'ils leur offrent aussi tout l'argent dont ils ont besoin pour explorer les richesses de leur terre, pour exploiter ces richesses et acheter ce dont ils pourraient avoir besoin comme moyens de richesse et de puissance, d'où ils le veulent, et des États-Unis d'Amérique en particulier — l'important étant seulement qu'ils ne les achètent pas des communistes.

Tout cela signifie que les États-Unis d'Amérique — si le Congrès accorde au Président ce qu'il veut — offriront au peuple de cette partie de la terre l'achat de son indépendance et de sa liberté, ni plus ni moins que cela. Car le peuple vraiment libre et indépendant est celui qui gouverne ses propres affaires, les gère comme il le veut, et se conduit comme il lui plaît, qui s'engage à la neutralité s'il veut la neutralité, qui s'allie avec tel État qu'il choisit parmi les États sans qu'aucun obstacle ne se dresse entre lui et ce choix, et qui achète ce dont il a besoin comme

moyens de puissance, de richesse et de prospérité là où lui-même le veut, et non là où on le veut pour lui et où on le lui impose.

Et le peuple vraiment libre et indépendant est celui qui organise sa propre vie comme il le veut lui-même, non comme on le veut pour lui, qui choisit pour lui-même les systèmes sociaux et politiques qu'il désire, sans être entravé par aucun obstacle étranger, quel qu'il soit, ni dissuadé par aucune dissuasion étrangère, quelle que soit sa force, quelle que soit sa richesse, et quel que soit son credo politique ou social.

Et cette indépendance qui peut être exposée au danger ou à l'intimidation n'est pas une véritable indépendance, et quiconque vient vous vendre votre propre dignité contre de l'argent ne vous protégera jamais de l'humiliation ; car la dignité des peuples ne s'achète pas à l'étranger — elle ne leur vient pas de l'extérieur, mais leur vient d'eux-mêmes ; elle jaillit de leur propre sol et coule dans les veines de leurs propres fils, et gouverne leurs cœurs, leurs esprits et toutes leurs facultés.

Supposons qu'un des États communistes offrît au Moyen-Orient la même protection et le même argent que le Président des États-Unis veut lui offrir ; imaginez le résultat de cette offre, venant de deux États rivaux ; et supposons qu'un des peuples du Moyen-Orient ait accepté cette offre de l'État communiste, et qu'un autre de ses peuples ait accepté cette même offre des États-Unis d'Amérique, et estimez ce qu'en seraient les conséquences.

Ce Moyen-Orient deviendrait un champ de rivalité d'abord, puis de guerre en fin de compte, et son indépendance et sa liberté deviendraient un jouet entre les deux États rivaux, et son peuple, avec toute la richesse et la terre qu'il possède, et tous les espoirs qu'il nourrit en lui-même, et toutes les richesses et la félicité qu'il se souhaite, tout cela deviendrait le combustible de la guerre entre ces deux États rivaux.

Et rien ne m'étonne tant que le fait que le Président américain n'ait pas songé que la Russie soviétique est capable d'offrir au Moyen-Orient exactement ce qu'il lui offre lui-même, et que cette proposition sienne n'est pas un moyen de paix, mais un moyen de guerre.

Et pire que tout cela, le Président américain ne veut pas offrir aux peuples du Moyen-Orient une protection contre l'agression, quelle qu'en soit la source, qu'elle vienne de l'Orient communiste ou de l'Occident capitaliste également. S'il l'avait fait, sa proposition aurait eu quelque

prétention à la logique et quelque part de rectitude apparente propre à séduire, même si les peuples vraiment libres et indépendants détestent la protection étrangère et n'acceptent de se protéger que par eux-mêmes.

Mais le Président offre de protéger le Moyen-Orient du communisme, et nous ne savons d'aucun État communiste qui ait agressé le Moyen-Orient ou l'ait menacé d'agression. Mais nous savons que ses alliés parmi les États occidentaux capitalistes ont bel et bien agressé l'Égypte hier, et agressent bel et bien aujourd'hui le Yémen et l'Algérie, et asservissent le peuple irakien contre son gré, et préparent l'agression contre la Syrie.

Que dit donc le Président américain de tout cela ?! Y voit-il un danger pour l'indépendance de ce Moyen-Orient, ou ne le voit-il pas ? Si c'est le premier cas, pourquoi n'offre-t-il pas de protéger le Moyen-Orient de ce danger ?